

Le pouvoir aux travailleurs

04 FEV 1999

N° 62

PRIX: 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
EDITORIAL:	
- RIEN A ATTENDRE DU MESSAGE DE BEDIE, LES TRAVAILLEURS DOIVENT COMPTER SUR EUX-MEMES !	2 - 3
- EFFETS NEFASTES DE LA LIBERALISATION DE LA FILIERE CAFE-CACAO : GROGNE DES PRODUCTEURS!	4 - 5
- RECOMPENSE DE BEDIE A UN RELIGIEUX, UN DES SERVITEURS DES RICHES	5 - 6
- FUSION PIT-USD-LA RENAISSANCE : LA COURSE A LA MANGEOIRE S'ANNONCE	6 - 8
- AFRIQUE : DERRIERE LES CONFLITS ARMES LES GROS INTERETS FINANCIERS DES TRUSTS	9 - 10
- IL Y A QUARANTE ANS LES CASTRISTES PRENAIENT LE POUVOIR A CUBA	10 - 12

[Faint, illegible text in the upper section of the page, possibly bleed-through from the reverse side.]

[Faint, illegible text in the lower section of the page, possibly bleed-through from the reverse side.]

B d l t o r a l

**RIEN A ATTENDRE DU MESSAGE DE BÉDIÉ,
LES TRAVAILLEURS DOIVENT COMPTER
SUR EUX-MEMES !**

Le 31 décembre dernier, dans son message de vœux pour le Nouvel An, Konan Bédié a cherché à montrer le visage d'une Côte d'Ivoire heureuse où il ferait bon vivre. Ce qui est en déphasage total avec la réalité. A l'entendre, on croirait qu'il se moquait des populations pauvres, car les difficultés de toutes sortes auxquelles celles-ci sont quotidiennement confrontées sont à l'opposé du tableau qu'il a peint en rose.

"...Je suis heureux de l'image que la Côte d'Ivoire offre au regard du monde. C'est l'image d'une nation vivante, chaleureuse, jeune et dynamique qui poursuit sa marche dans l'entente et la stabilité". Tel était le début de son message d'autosatisfaction.

Là où les populations sont frappées de plein fouet par un chômage grandissant, Bédié voit "le développement de l'auto-emploi". Alors qu'il n'y a pas assez d'hôpitaux ni de maternités, Bédié est au contraire très fier de lui. Il prétend même avoir mis en application "une politique de construction de centres de santé en vue d'améliorer l'accès aux soins dans des zones qui en étaient jusque-là totalement dépourvues..."

Sur le plan du logement, Bédié a affirmé que "sur l'ensemble de l'année 1998, on devrait atteindre le chiffre de 6.200 nouveaux logements à caractère économique en milieu rural et urbain", alors qu'il faudrait construire 20.000 logements par an pour faire face aux problèmes dans ce domaine, selon le forum du bâtiment qu'il a inauguré il y a à peine deux mois.

Bédié a eu le culot de parler d'"une Côte d'Ivoire dotée

d'une justice de proximité, impartiale, adaptée aux réalités d'aujourd'hui". Mais les pauvres, eux, voient leurs droits les plus élémentaires systématiquement piétinés.

Les injustices sociales sont criantes pour l'immense majorité des gens qui ont du mal à assurer le quotidien, à joindre les deux bouts. Bédié affirme que "le partage équitable, c'est la fonction d'un Etat républicain". Pourquoi ne l'applique-t-il pas?

Tout le discours de Bédié est ainsi tissé d'affirmations en contradiction totale avec la lutte que mènent quotidiennement les travailleurs et les pauvres pour survivre.

Mais au fond, il n'est pas étonnant que cet homme donne l'impression de descendre d'une autre planète. C'est qu'il vit en effet dans un autre monde, celui des riches.

Les riches et le gouvernement à leur service ne se souviennent de l'existence des pauvres et ne prennent en compte leurs revendications dans une certaine mesure que quand leur colère éclate au grand jour. C'est pourquoi, dans le message de Bédié, le seul passage qui mérite d'être relevé, c'est quand il dit que "beaucoup s'impatientent non sans raison", faisant ainsi allusion notamment à la grève générale de la Fonction publique en décembre dernier.

C'est en faisant semblant de prendre en compte certaines des revendications posées par cette grève qu'il a fait une vague promesse d'"une augmentation générale des salaires", ainsi que celle d'"une remise au net de la mutuelle générale des fonctionnaires ..."

Tout cela, ne sont que des mots en l'air, des promesses bidon. Tout le monde le sait, et lui-même en premier. Bédié se dit content de lui et de l'action de son gouvernement. Il faut bien qu'un jour les travailleurs lui fassent avaler sa langue!

**EFFETS NEFASTES DE LA LIBERALISATION
DE LA FILIERE CAFE-CACAO :
GROGNE DES PRODUCTEURS !**

Comme il fallait s'y attendre, la "libéralisation" du prix du café l'année dernière, en attendant celle du cacao avant la fin de cette année, a commencé déjà à poser de nombreux problèmes aux producteurs.

Parmi ces problèmes, il y a le fait que le prix du café et du cacao bord-champ imposé par les acheteurs est de 300 FCFA, alors que, par exemple, le prix du café/kg sur le marché mondial était de 935 FCFA au début de janvier dernier. Il est vrai que le gouvernement a donné pourtant à titre d'indication un prix de 570 F le kilo pour ces deux produits. Mais cela n'est pas une obligation et les acheteurs n'en ont absolument pas tenu compte.

Il faut relever le fait que le prix du cacao, lui, n'est pas encore libéralisé. Mais les acheteurs ne prennent pas cela non plus en compte. Ils affirment: "Nos stocks ne sont pas encore écoulés. Le prix du kilogramme de cacao va connaître une baisse". Et ce prétexte leur suffit pour fixer un prix qui leur convient, c'est-à-dire le prix le plus bas possible.

Face à cette situation, les producteurs du café et cacao sont impuissants, d'autant plus que dans l'état actuel des choses, ils n'ont pas la possibilité légale d'exporter directement leurs produits eux-mêmes. De plus, ceux d'entre eux

qui ont tenté d'exporter le café et le cacao ont été exposés à toutes sortes de tracasseries administratives.

Tout cela amène les producteurs à penser à juste titre que le gouvernement est du côté des acheteurs. Un de leurs porte-parole a dit dans une récente interview: "Les gouvernants ne veulent pas que nous soyons forts. Avec la libéralisation, ils voient que les paysans tentent de s'organiser pour prendre la filière. Et ils ont peur. Puisqu'ils sont tous dans le négoce café-cacao, ils ne voudraient pas que les producteurs deviennent maîtres de la filière. Vous envoyez votre produit au port, on vous fait subir toutes les tracasseries pour le déchargement. On fait tout pour décourager les paysans".

Alors pour tenter d'atténuer un peu la situation particulièrement difficile créée par le prix d'achat très bas du café-cacao, les producteurs regroupés dans la Fédération ivoirienne des producteurs de café-cacao (FIPCC) demandent une mesure urgente consistant à leur donner leur part du gâteau de la CAISTAB: "Si les 30 milliards de FCFA promis aux producteurs et qui devraient provenir des excédents de la Caistab avaient été décaissés, de telles situations de désespoir ne seraient pas arrivées".

C'est donc pour réagir face à tous ces problèmes et bien d'autres encore auxquels sont confrontés les producteurs que ceux-ci ont annoncé par la bouche de leur porte-parole que: "Le 05 février, nous paralyserons le pays tout entier. (...) Nous voulons montrer à l'opinion nationale et internationale que la caisse (la CAISTAB) est dissoute. Nous y avons des acquis. C'est la caisse qui a appauvri les paysans. Si elle doit être dissoute, elle devrait relever le niveau de vie des paysans avant".

Les revendications des producteurs sont évidemment légitimes, tout comme leur volonté de lutter pour ne pas être exploités sans merci par tous ceux qui se sont enrichis sur leur dos et qui continuent à le faire en mettant les bouchées doubles, à la faveur de la "libéralisation des prix" qui n'est rien d'autre que la loi de la jungle capitaliste.

Mais aux dernières nouvelles, les dirigeants de la FIPCC ont annulé leur mot d'ordre de "grève illimitée", parce qu'ils ont été reçus le 02

février par le chef de l'Etat. Celui-ci a donné à la FIPCC les locaux de l'ancienne BNDA pour que ce syndicat en fasse son siège. A part cette décision qui ne coûte rien, les producteurs du café-cacao n'ont obtenu que des promesses, c'est-à-dire du vent.

Après la rencontre avec Bédié, le porte-parole de la FIPCC a dit, peut-être pour consoler ses partisans: "Nous avons obtenu le minimum de ce que nous avons demandé. Mais nous espérons que les promesses faites par le Président de la République seront tenues et qu'il voudra bien analyser nos autres doléances".

Voilà une bien curieuse démarche! Même si un "minimum" a été obtenu, c'est parce que les producteurs ont menacé de mener des actions susceptibles de "paralyser tout le pays". La logique voudrait donc que la pression soit maintenue pour obliger le gouvernement à satisfaire les autres revendications. Mais les responsables de la FIPCC ont préféré s'en remettre au bon vouloir de Bédié qui, s'il existait, se saurait!

RECOMPENSE DE BEDIÉ A UN RELIGIEUX, UN DES SERVITEURS DES RICHES

Le 10 janvier dernier, Konan Bédié a offert à l'archevêque de Gagnoa une Mercedes et une somme de 10 millions, parce qu'il serait "sensible aux sacrifices consentis par l'homme de Dieu pendant un demi-siècle pour propager la bonne nouvelle".

La "bonne nouvelle" en question consiste à dire aux pauvres d'accepter avec résignation les souffrances, la faim et la misère. Il ne faut surtout pas qu'ils se révoltent contre l'ordre établi, si injuste soit-il. Car, prétendent tous les chefs religieux, c'est

Dieu qui a voulu que les uns soient pauvres et les autres riches. Personne n'y pourra rien changer. Pire, se révolter contre cet ordre des riches serait un "péché" impardonnable.

En prêchant ainsi la soumission aux pauvres, en émoissant leurs sentiments de révolte, les chefs religieux - qu'ils soient chrétiens, musulmans ou autres- rendent un

grand service aux exploités et aux affameurs des peuples.

Ce geste est une reconnaissance des riches de l'"utilité" de toutes les religions dont le rôle est d'anesthésier la conscience des masses et leur volonté de lutte. A leur manière, ils mettent en relief cette formule célèbre: "la religion est l'opium du peuple".

FUSION PIT-USD-LA RENAISSANCE : LA COURSE A LA MANGEOIRE S'ANNONCE

Le 24 janvier, le PIT, l'USD et La Renaissance, dans leur déclaration commune, ont décidé "d'aller à la fusion de leurs formations".

Quelles que soient les raisons avancées, il faut, en fait, remonter à la création même de ces organisations pour comprendre ce qui motive les orientations et choix de leurs dirigeants.

1990 ET L'OUVERTURE AU MULTIPARTISME

Au début des années 1990, les dirigeants des pays impérialistes estimèrent que le monopartisme avait fait son temps. Ils décidèrent alors d'obliger les dictateurs -le plus souvent, d'ailleurs, mis en place par eux, sinon recevant leur caution -de s'ouvrir au multipartisme. C'est ainsi que la Côte d'Ivoire, comme de nombreux autres pays au régime dictatorial à parti unique, sont contraints de s'y soumettre tour à tour, plus ou moins vite,

suivant les circonstances.

L'ouverture au multipartisme avait sonné aux oreilles de ceux exclus jusque-là de la mangeoire, ou non satisfaits de la portion congrue du gâteau que lui attribuait le dictateur en place, comme le jour de la distribution générale tant attendu, enfin arrivé.

IL N'Y A PAS DE PLACE POUR TOUS

Tout le problème des prétendants à une place au soleil était de se distinguer de ses concurrents. C'est ainsi qu'on a vu en Côte d'Ivoire et ailleurs, la création de plusieurs dizaines de "partis politiques". Chacun était en quelque sorte leader de son parti, même si en fin de compte le parti en question ne se réduisait qu'à sa seule personne.

Ceux qui s'estimaient être mal placés, sont passés, on l'a vu, d'un parti à l'autre, du PDCI au FPI, et vice versa.

Chacun inventant un prétexte, une divergence organisationnelle, politique, etc. Et la même chose s'est produite dans les petites formations politiques.

C'est dans la même logique que se sont constitués les "rénovateurs" du PDCI qui ont créé par la suite le RDR.

LES CANDIDATS A LA MANGEOIRE SE SONT REJOUIS UN PEU TROP TOT

La suite a montré que, pour de multiples raisons, le pouvoir en place, -le PDCI- n'a pas vraiment ouvert la porte aux autres formations politiques. Jusqu'aujourd'hui encore, huit ans après, on peut les compter sur les doigts d'une seule main, ceux qui ont été invités à manger.

Le dirigeant de l'USD, Zady Zaourou, a été le premier à être invité à s'asseoir dans un strapontin de ministre dès 1993. Le pouvoir s'est servi de lui comme la preuve que la Côte d'Ivoire s'était bel et bien ouverte au multipartisme.

LA DESILLUSION POUR CERTAINS ET LA REVISION DES CALCULS POUR D'AUTRES

Voyant que le PDCI n'est vraiment pas pressé de partager le gâteau, -le veut-il seulement?- la grande majorité des formations qui s'étaient déclarées ont depuis disparu. D'autant plus vite que pour la plupart d'entre elles, elles ne représentaient aucune force.

Quant aux autres partis, ceux qui avaient une existence plus ou moins réelle, voyant que le rapport de forces créé n'a pas suffi à faire fléchir le PDCI vers une ouverture, ils ont été obligés de revoir leurs calculs. C'est ainsi que l'Union

des Forces Démocratiques (UFD) était née. Mais le principal point commun des dirigeants de toutes ces formations étant leurs ambitions personnelles, cette union, dans la réalité, ne pouvait pas durer, et n'a pas duré.

CHACUN MONNAIE CE QU'IL PEUT... MAIS C'EST LE PDCI QUI FAIT LE JEU

Le pouvoir en place vient d'inviter à nouveaux quelques-uns de ses "opposants" à passer à leur tour à table. Ces derniers ont bien évidemment vendu chacun quelque chose à Bédié.

C'est ainsi que Francis Wodié (PIT) a été nommé à un poste de ministre. Probablement pour service rendu lors des élections présidentielles de 1995 où il avait donné, on se souvient, une caution démocratique à Bédié en présentant sa candidature purement formelle, malgré le "boycott actif".

VERS LES ELECTIONS PRESIDENTIELLES DE L'AN 2.000

Cette fois-ci, le calendrier politique porte sur les élections présidentielles de l'an 2.000. Contrairement aux élections de 1995, le PDCI n'a plus besoin d'une caution démocratique, puisque le FPI a déjà depuis longtemps déclaré sa participation certaine à ces élections.

Pour Bédié, le jeu est clair. Il doit jouer à l'affaiblissement des deux seuls partis d'opposition ayant une réelle existence et un poids électoral: le FPI et le RDR.

C'est ainsi que deux dirigeants du RDR ont été

débauchés: l'un, Adama Coulibaly, ex-N°2 du RDR, a accepté d'entrer dans le gouvernement de Bédié contre l'avis de son parti. L'autre, Ben Soumahoro, l'ex-directeur du RTI du temps où il était encore au PDCI, et ancien porte-parole du RDR a aussi claqué la porte de son parti avec un maximum de fracas, en éclaboussant le plus possible "son ami de toujours", ADO.

Il en va de même pour Don Mello qui a quitté le FPI pour créer "La Renaissance", en entraînant quelques éléments du FPI avec lui. Il serait naïf de croire à des divergences idéologiques ou autres avancées par eux. Don Mello joue la carte de Bédié. L'autre étant, vu les choses, trop incertain.

Bédié essaie de courtiser ceux qu'il peut dans ce milieu de politiciens dans le but de se donner l'image de "l'homme d'ouverture", du "rassembleur", etc...Et en même temps ça lui permet de dégarnir les rangs de ses adversaires politiques.

L'APPENDICE DU PDCI

Alors, quand dans leur déclaration de fusion les représentants du PIT, de l'USD et de La Renaissance disent, avec des mots bien ronflants, vouloir créer "une grande force socialiste unifiée" sans laquelle la "masse populaire" est privée d'une force politique "susceptible de garantir ses

intérêts", etc, ils ne trompent personne. Ils ne font que montrer ce qu'ils sont en réalité: de petits misérables roulant d'abord chacun pour soi-même et ensuite pour la bourgeoisie.

Les Gbagbo et les autres qui n'ont pas encore, jusqu'aujourd'hui, rejoint ouvertement la mangeoire ne sont pas meilleurs. Ils veulent tromper les travailleurs en désignant les premiers de traîtres à leur cause. La seule chose qu'on peut dire c'est que même étant dans le même parti, ils sont comme des loups entre eux. Et quand un de ces loups trouve mieux d'aller ailleurs, eh bien il le fait. Tout le reste, c'est des discours. Don Mello, qui est plus jeune et aussi plus pressé que les autres d'aller à la mangeoire, dit crûment ce que ses semblables pensent tout bas. En effet, une dizaine de jours avant la déclaration concernant la création d'"une grande force socialiste unifiée", il a déclaré: "je n'hésiterai pas un seul instant à entrer au gouvernement".

D'ici l'an 2.000, on verra certainement d'autres larrons rejoindre plus ou moins ouvertement Bédié et le PDCI. Et chacun ira de son couplet. Quoi qu'il en soit, le PDCI, le FPI ou le RDR, par rapport aux intérêts des travailleurs, c'est bonnet blanc, blanc bonnet.

*

*

*

AFRIQUE :
DERRIERE LES CONFLITS ARMES
LES GROS INTERETS FINANCIERS DES TRUSTS

Au Congo Brazzaville, Sassou Nguesso arrivé au pouvoir par les armes a du mal à s'y maintenir. Ses partisans, les Cobras, soutenus par le gouvernement français et par l'Angola, et s'appuyant sur certaines ethnies du nord de Brazzaville, Mbochi notamment) se livrent à des massacres accompagnés de viols et de razzias contre les quartiers sud de la ville soupçonnés d'abriter les Ninjas de Kolélas.

Kolélas, ancien maire de Brazzaville et premier ministre du gouvernement déchu de Lissouba, mène ses opérations depuis Washington où il est réfugié. Ses troupes basées dans la région du Pool (sud-est du Congo) se livrent de leur côté, à une chasse à l'homme contre les Mbochi et ceux qui sont soupçonnés de "collaborer" avec eux. Les Ninjas sont actuellement associés avec les Cocoyes de Lissouba. Ces derniers reviennent en force grâce à l'artillerie lourde pour tenter de reconquérir le pouvoir. Lissouba bénéficie du soutien de certains milieux financiers, entre autres du trust pétrolier Elf. Mais récemment, un directeur d'Elf a reconnu cyniquement que sa compagnie n'avait pas de préférence car elle soutient aussi le camp de Sassou Nguesso. De cette façon, quel que soit le vainqueur, Elf pourra continuer à exploiter le pétrole.

De l'autre côté du fleuve,

l'arrivée de Kabila n'a pas stabilisé la situation. Les bandes armées qui se livrent une guerre sans merci ont, de fait, dépecé la RDC. Plusieurs Etats africains prennent une part active dans ce conflit: le Rwanda et l'Ouganda du côté de la rébellion anti-Kabila; l'Angola et le Zimbabwe du côté du gouvernement. Dans une moindre mesure le Burundi, la Zambie, le Tchad et la Namibie sont également impliqués. A l'intérieur de ces deux camps, il y a des sous-camps. Les alliances se font et se défont périodiquement en fonction des intérêts du moment et des rapports de forces sur le terrain.

L'Angola intervient dans les deux Congo. Sassou Nguesso et Kabila doivent une grande partie de leur victoire à l'intervention des troupes de Dos Santos. Mais l'envoi et le maintien des militaires angolais durablement dans ces pays ont quelque peu dégarni le "front intérieur". Le régime angolais a essayé de résorber la guérilla (faute de la vaincre militairement) en tentant d'intégrer dans l'armée régulière une partie des troupes de l'UNITA de Savimbi. Mais ce dernier vient d'infliger de lourdes pertes aux troupes gouvernementales et même à l'ONU. Il a interdit aux casques bleus présents dans le pays de venir mener des enquêtes sur les avions de l'ONU abattus au-dessus des zones sous contrôle

de l'UNITA.

Aujourd'hui l'impérialisme américain ainsi qu'une grande partie des Etats européens soutiennent le régime dirigé par Dos Santos. Mais il n'y a pas si longtemps, à l'époque où l'URSS soutenait le MPLA au pouvoir, les USA ainsi que des milieux d'affaires sud-africains appuyaient Savimbi. Il n'est pas impossible que bon nombre de ses appuis du passé aient renoué à nouveau avec lui. Il y a aussi l'aide militaire et multiforme apportée en sous-main par certains Etats. La presse fait état de chars aux mains de l'UNITA via l'Ouganda.

Les bandes armées qui s'affrontent dans la région des Grands-Lacs mais aussi dans d'autres régions du continent telle que l'Angola sont une véritable calamité pour les populations concernées. Dans tous les cas ce sont des gens

pauvres qui sont victimes des destructions dues aux opérations de guerre. Ce sont encore elles qui sont jetées les unes contre les autres dans des affrontements ethniques que les seigneurs de guerre provoquent ou aggravent.

Ces affrontements et les guerres tribales ont existé depuis la nuit des temps. Mais aujourd'hui ils se mènent avec les armes infiniment plus meurtrières qu'auparavant. Car derrière des chefs de guerre locaux, derrière les bandes armées, se cachent les rivalités entre les trusts miniers, entre diverses puissances impérialistes. Par ces temps de crise, la concurrence et la guerre économique ont vite fait de franchir le pas de l'escalade militaire. Une escalade qui se mène avec la peau des autres, en l'occurrence sur un continent pillé hier, sinistré aujourd'hui.

IL Y A QUARANTE ANS LES CASTRISTES PRENAIENT LE POUVOIR A CUBA

Le premier janvier 1959, le régime dictatorial et corrompu de Batista, soutenu par l'impérialisme américain s'est effondré devant les guérilleros menés par Castro et ses compagnons (Camilo Cienfuegos et Ché Guévara) et soutenus par la grande masse de la paysannerie qui s'est ralliée à la révolution.

Cuba, avant l'arrivée au pouvoir de Castro, fut un pays totalement dominé par

l'impérialisme américain. Toute son économie était dans les mains des trusts américains qui possédaient les terres, les plantations et les entreprises. Batista, arrivé au pouvoir à la suite d'un coup d'Etat, n'était que le pantin sanguinaire à la disposition des trusts américains. Des gangsters et des trafiquants de toutes sortes y avaient élu domicile à tel point que Cuba était devenu le synonyme de "bordel de l'Amérique".

Ce régime totalement corrompu finit par attiser la colère et la haine au sein de la population dont la vie devenait de plus en plus difficile. Il engendra également dans la petite bourgeoisie intellectuelle des villes le réveil d'un sentiment nationaliste. C'est ainsi que des jeunes comme Fidel Castro, avocat de formation, se sont lancés dans l'organisation d'un mouvement de guérilla. Partis à quelques dizaines puis centaines de guérilleros, ils se sont mis à harceler l'armée pourtant suréquipée de Batista, en partant de la région de la Sierra Maestra, au sud de l'île.

Au bout de deux ans de guérilla, le régime pourri de Batista est tombé. Mais les coups de boutoirs de la guérilla n'auraient pas pu à eux seuls suffire à faire tomber ce régime si cette guérilla n'avait pas su trouver non seulement la sympathie de la masse paysanne mais aussi et surtout sa participation active à la lutte armée pour le renversement du régime. Face à ces masses révolutionnaires, le pouvoir de Batista n'était plus capable de tenir debout. Il était contraint de capituler malgré l'aide des USA.

L'arrivée au pouvoir du mouvement castriste a suscité au sein de la population cubaine un grand espoir de changement dans la vie de tous les jours. La population soutenait le régime de Castro et ce dernier ayant choisi de ne pas se couper d'elle, décida de mener quelques réformes favorables au peuple, à commencer par une réforme agraire. Mais ces réformes se heurtaient aux intérêts des trusts américains omniprésents dans tous les domaines économiques.

Castro, au début de la révolution, ne voulait pas s'en prendre unilatéralement aux intérêts des trusts américains. Il a essayé de négocier avec eux. Il a même effectué un voyage aux Etats-Unis dès les premiers mois de son arrivée au pouvoir pour montrer aux dirigeants américains sa bonne volonté de négocier et pour déclarer en même temps qu'il n'était pas un communiste. Et c'était la réalité. C'est l'entêtement des dirigeants américains à ne rien lâcher sur leurs intérêts au Cuba, c'est leur haine contre le régime castriste ayant renversé leur poulain Batista qui pousseront Castro et ses compagnons à radicaliser leur position dans le domaine politique et économique. Il nationalisa les plantations, les sucreries, les raffineries de pétroles anciennement détenues par les trusts américains. Les dirigeants des USA ne lui pardonneront jamais cette offense. Ils tenteront par tous les moyens, y compris militaires, d'abattre le régime de Castro. Le 16 avril 1961, la CIA organisa un débarquement militaire dans la Baie des Cochons, en armant des exilés hostiles à la révolution. Ce débarquement fut un fiasco total. Grâce à la mobilisation populaire, le pouvoir de Castro mit en déroute toute l'armada de la CIA et se trouva même renforcé.

Les USA décrétèrent alors le blocus contre Cuba pour l'asphyxier. C'est alors seulement que Cuba lia son sort à l'URSS et ses dirigeants se déclarèrent "*communistes*". En échange du sucre cubain, l'URSS fournissait du pétrole et des machines.

Grâce à l'assistance

soviétique mais aussi grâce à la nationalisation de toutes les entreprises et des terres anciennement propriétés des trusts américains, Cuba a connu un développement remarquable, plus particulièrement dans le domaine de la santé, de l'éducation et de l'alimentation.

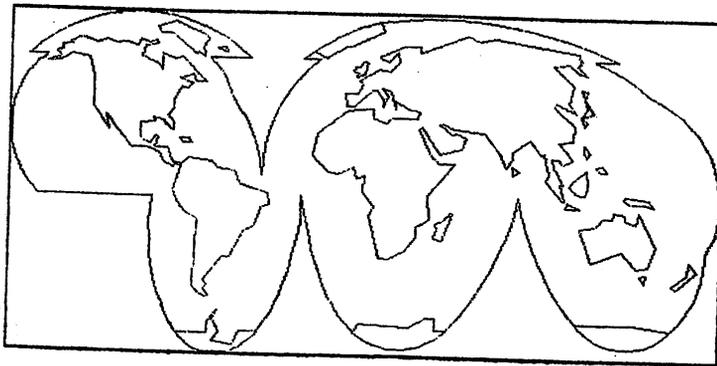
Aujourd'hui encore malgré les difficultés du régime qui ne bénéficie plus de l'aide soviétique depuis la fin de l'URSS, malgré le fait que les médicaments et la nourriture y sont rationnés, Cuba est le pays de l'Amérique latine ayant le plus bas taux de mortalité. La situation sanitaire y est plus proche des pays riches que des pays voisins comparables. Il est un des rares pays du Tiers-Monde à avoir éliminé l'analphabétisme malgré le blocus américain.

Si, malgré tout l'effort de l'impérialisme américain d'abattre, militairement mais aussi par la famine, le régime de Castro, celui-ci est encore en place quarante années après, ce n'est pas par un effet du hasard. C'est dû au fait que le

régime de Castro, même s'il a suscité des mécontentements au sein de la population, a toujours conservé suffisamment de soutien populaire face à l'impérialisme américain.

Certes, ce régime castriste n'est ni le socialisme ni même la démocratie. Les opposants, y compris les opposants de gauche, y sont surveillés et souvent persécutés. Même si sa politique ne s'inspire pas de l'internationalisme prolétarien tel que le concevaient les révolutionnaires dans la Russie de 1917, nous sommes solidaires du peuple cubain et du régime de Castro face aux attaques de l'impérialisme. Les dirigeants de la bourgeoisie internationale, ceux-là mêmes qui affament les peuples aux quatre coins du monde, qui soutiennent et arment les dictateurs, osent prétendre que le blocus imposé à Cuba par les USA est destiné à y instaurer la "démocratie". Seuls les naïfs et les gens intéressés mêleront leurs voix à celles des exploités et des affameurs des peuples.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur les bourgeois pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire, la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour taches:

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
 - donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité au respect des autres.
 - favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale
- La présente revue entend dans cette perspective:
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine, et Trotsky
 - combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
 - contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
 - oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.